



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Face à la misère et à la barbarie capitalistes, LA CLASSE OUVRIERE DOIT DEVELOPPER SES LUTTES

Au vu du monde qui s'étale sous nos yeux, beaucoup de prolétaires s'interrogent avec une angoisse légitime sur l'avenir qui leur est réservé. Mais la plupart se sentent désemparés, et sont tentés de céder au découragement ou à la résignation. Et si l'on examine dans les grandes lignes ce qui s'est passé en 1993, la situation que nous présente la bourgeoisie apparaît effectivement, à première vue, tout à fait sinistre et effrayante. Les représentants de la classe dominante n'hésitent d'ailleurs pas à assombrir le tableau pour nous démoraliser au maximum. Ainsi Mitterrand a pu parler de 1993 comme étant "l'année noire du chômage" pour nous pousser "à ne voir dans la misère que la misère",

selon l'expression de Marx dans son pamphlet contre Proudhon "Misère de la philosophie". Car ce à quoi nous enjoint avant tout la classe dominante, c'est de nous résigner à notre sort. Voilà pourquoi, d'un côté, tous les défenseurs du capitalisme nous montrent complaisamment cette humanité souffrante et accablée alors que, d'un autre côté, ils organisent le black-out sur le fait majeur de l'année écoulée : la reprise internationale des combats de classe. Et si la bourgeoisie et ses médias veulent faire l'impasse sur cet événement, c'est bien parce que la lutte du prolétariat mondial est la seule force capable de mettre fin au chaos sanglant dans lequel le capitalisme enfonce

l'humanité. En effet, l'année 1993 a été aussi marquée par un déchaînement de la guerre, de la barbarie et de la décomposition qui touche désormais directement la majeure partie de la population de la planète.

Le capitalisme, c'est la misère, le chaos et la guerre

A la poursuite des massacres dans l'ex-Yougoslavie, aux portes des grandes métropoles industrielles européennes (voir article page 5) et qui menacent toujours d'embraser les Balkans, s'ajoutent de nouvelles expressions d'un chaos sanglant né de l'implosion de l'URSS capitaliste, notamment dans le

Caucase (voir "RI" n° 229). La recrudescence des affrontements armés au Kurdistan, en Afghanistan ou au Cambodge comme sur le continent africain ou le sub-continent indien, qui sont devenus de gigantesques poudrières, constitue d'autres tragiques illustrations de la folie guerrière du capitalisme. Les massacres interethniques y prospèrent sur le fumier de la décomposition sociale. Les illusions sur le battage assourdissant et hyper-médiatisé concernant l'accord de paix signé entre Israël et l'OLP au Moyen-Orient ont été balayées en moins de trois mois. Voilà ce qu'il reste, quatre ans après, des promesses mensongères d'un monde de paix lors de la chute du mur de Berlin et de l'effondrement du bloc de l'Est !

En même temps, 1993 a vu une aggravation terrible de la crise économique mondiale et la confirmation de l'enfoncement de tous les Etats développés dans la récession,

entraînant la bourgeoisie à porter partout des attaques décuplées contre le prolétariat. D'un plan d'austérité à l'autre, pour chaque ouvrier, emploi, salaire, retraite, protection sociale minimum, sont menacés. De plus en plus de prolétaires sont contraints de vivre en dessous du seuil de pauvreté, ne peuvent d'ores et déjà plus se nourrir, se vêtir, se loger, se soigner décemment. Si la majorité de la population des pays sous-développés est condamnée à subir toujours davantage de famines, d'épidémies et de massacres, dans les pays du coeur du capitalisme, un nombre croissant d'ouvriers est réduit à la misère totale à travers l'accélération vertigineuse du chômage alors que la masse des sans-abri augmente dramatiquement dans toutes les grandes métropoles.

L'avenir est entre les mains du prolétariat

Pour 1994, la classe dominante rêve de négocier la

(SUITE PAGE 2)

"Reprise" économique aux Etats-Unis ? LE MENSONGE D'UNE SOLUTION CAPITALISTE A LA CRISE

Inlassablement, les thuriféraires du capitalisme ne cessent de nous annoncer que la reprise est là... pour l'année prochaine. Cela n'empêche pas qu'en cette fin d'année 1993, une fois de plus, et peut-être plus fort que jamais, les médias nous chantent sur tous les tons le refrain de la "reprise" annoncée. Sur quoi se base ce regain d'optimisme ? Essentiellement sur le fait qu'on assiste aux Etats-Unis, après plusieurs années de récession, à un retour à des taux de croissance positifs du PNB. Ces chiffres sont-ils le retour à des lendemains capitalistes qui chantent ? Croire cela serait la pire des illusions pour la classe ouvrière.

Avec une croissance du PIB estimée à 2,8 % en 1993, les Etats-Unis (avec la Grande-Bretagne et le Canada) font, aujourd'hui, figure d'exception parmi les grandes puissances. Eux qui ont toujours prétendu symboliser le capitalisme libéral, qui s'en sont faits les champions sur le plan idéologique trouvent, là encore, une occasion de hisser haut le drapeau arrogant du capitalisme triomphant. Malheureusement pour nos

chantres d'un capitalisme éternel, ce verbiage idéologique inlassablement répété n'a pas grand chose à voir avec la sinistre réalité qui se développe sur la scène mondiale, y compris aux Etats-Unis. Ce discours est surtout destiné à entraver la prise de conscience de la classe ouvrière en suscitant de vains espoirs et à servir de vecteur idéologique des intérêts impérialistes américains face aux rivaux européens et japonais.

Pour asseoir leur propagande sur la "reprise", les Etats-Unis s'appuient aussi sur un indice qui a un écho autrement plus important pour la classe ouvrière que celui, abstrait, de la croissance du PIB : le taux de chômage.

Le mythe de la baisse du chômage aux Etats-Unis

Là encore, les Etats-Unis et le Canada, font figure d'exception. Parmi les pays développés, ils sont les seuls à pouvoir prétendre à une diminution du nombre de chômeurs, alors que partout ailleurs celui-ci progresse de manière accélérée. Ainsi dans ce pays le taux de chômage est passé de 7,4 en 1992 à 6,8 en 1993. Pourtant aux Etats-Unis, la situation des travailleurs est-elle à ce

(SUITE PAGE 4)

SOMMAIRE

FRANCE

Attaques antiouvrières : le pire est devant nous	p. 2
28e Congrès du PCF : la bourgeoisie ne peut se passer des staliniens	p. 2
Campagne sur l'école laïque : une manoeuvre contre la classe ouvrière	p. 3
"Lutte Ouvrière" toujours prête à appuyer les mauvais coups de la bourgeoisie	p. 2
D'Air France à Chausson : la "victoire" syndicale, c'est la défaite ouvrière	p. 3
SITUATION INTERNATIONALE	
"Révolte" des indiens du Chiapas au Mexique	p. 4
Massacres en Afrique-du-Sud	p. 4
Les Etats-Unis réaffirment leur hégémonie impérialiste	p. 5
Ex-Yougoslavie : l'hypocrisie sanglante des grandes puissances	p. 5
Eltsine et Jirinowski, deux défenseurs d'un même Etat bourgeois	p. 5
POLEMIQUE AVEC "IL PARTITO"	
Une conception erronée qui conduit à l'opportunisme	p. 6
LENINE, LUXEMBURG, LIEBKNECHT	
Le prolétariat doit se réapproprier ses expériences révolutionnaires	p. 8

Attaques antiouvrières LE PIRE EST DEVANT NOUS

«L'économie française a touché le fond... le pire est derrière nous» se vantait Balladur au début de l'année. Parlons-en du pire ! Car c'est sous tous les angles que son gouvernement, avec la bénédiction du «socialiste» Mitterrand, prépare sans répit de nouvelles attaques antiouvrières : diminution des salaires, augmentation des prix, licenciements, chômage, retraites diminuées. C'est cela l'«amélioration» qu'on nous promet, comme le montre l'avalanche des mesures annoncées dès les premiers jours de janvier.

Ainsi les augmentations significatives des prix du tabac, des communications téléphoniques locales (tandis que les Télécom nous vantent la baisse des communications internationales) et des abonnements au téléphone, des prix des transports à la SNCF et à la RATP, en disent long sur la volonté de la bourgeoisie de pressurer encore ceux qui ne sont pas purement et simplement jetés à la rue.

**Retraites, Santé :
une attaque en règle
contre tous les travailleurs**

Le premier janvier était la date d'entrée en vigueur de la «réforme» des retraites, qui remet largement en cause la retraite à 60 ans, et contraindra nombre de salariés à

travailler plus longtemps. Mais le montant des pensions va encore diminuer, puisque la mesure visant à les indexer non plus sur l'évolution des salaires, mais sur celle, officielle, des prix, est reconduite à nouveau cette année. Les revenus des retraités vont donc encore baisser, et cela d'autant plus qu'à ces mesures scélérates, nos exploiters vont ajouter le relèvement d'au moins un point des cotisations-maladie des retraités, une des mesures les plus certaines pour «comblent» le trou endémique de la sécurité sociale.

Et alors que se faire soigner devient de plus en plus un luxe pour une majorité d'ouvriers, cela tend à devenir une impossibilité pure et simple. En effet, des hausses de tarifs médicaux et du prix des médicaments sont prévues, les remboursements des soins vont encore se raréfier, et dans le cadre du plan de restriction des dépenses hospitalières, 55 000 lits d'hôpitaux vont fermer, dont 17 000 pour la seule année à venir !

**Licenciements, chômage :
les mesures antiouvrières
redoublent**

C'est tous les jours que les médias rapportent de nouveaux licenciements dans tous les secteurs, les «dégraissages» continuent, frappant

toutes les régions et les centres industriels sans exception. Pour ne donner que quelques exemples significatifs, on voit Elf-Atochem supprimer 408 emplois sur plusieurs sites, Renault-RVI 1423 sur les sites de Vénissieux et Blainville, GEC-Alsthom éliminer 389 emplois en moins au Havre, GIAT-Industries 989 dans l'usine d'armement de St Etienne ; Sud-Marine en liquidation, va jeter à la rue 615 salariés à partir du 15 février et la BNP supprimera 1200 emplois sur l'année 94 ; dans la sidérurgie en proie à des dégraissages constants depuis plusieurs années, on prévoit de supprimer 4500 emplois dans l'année à venir chez Usinor.

Durant 1993, le nombre des chômeurs reconnus est passé de 2 900 000 à 3 300 000, auxquels il faut ajouter 1 200 000 travailleurs «employés» comme CES, ou dans des «formations» bidons. Le nombre d'allocataires à l'ASSEDIC s'est accru de 11,2 %, et de 15,3 % pour les RMistes. Cela malgré tous les tripotouillages, toutes les nouvelles inventions visant à éliminer le plus possible d'ayant-droit à ces maigres allocations, et à cacher les véritables chiffres du chômage.

Ainsi, 407 000 travailleurs à temps partiel ou intérimaires n'existent

pas dans les statistiques officiels, environ 350 000 chômeurs de plus de 55 ans, «dispensés» de pointage à l'ANPE, disparaissent également, 135 000 chômeurs «en stage», 400 000 bénéficiaires du RMI passent aux oubliettes, sans compter les «bénéficiaires de «convention de conversion» ou d'allocations spéciales et enfin carrément les chômeurs d'outre-mer qui sont tout bonnement rayés des listes.

Face à cela, le gouvernement se fait fort d'appliquer des mesures «draconiennes» en faveur de l'emploi, comme il s'en vante sans vergogne : parmi celles-ci la promesse d'embaucher 10 000 apprentis dans la Fonction publique à la rentrée 94. En fait de nouveaux stages bidons sous-payés pour une exploitation maximum.

Aussi, pas d'illusions. Le pire n'est pas derrière nous. Les mesures antiouvrières vont redoubler, contre tous, jeunes ou vieux, au travail ou au chômage, dans tous les secteurs, aggravant toutes nos conditions de vie et de travail, sans pitié. Face à la violence de ces attaques, une seule réponse : la lutte ouvrière la plus décidée et la plus déterminée.

MO

"Lutte Ouvrière" toujours prête à appuyer les mauvais coups de la bourgeoisie

«Puisque le gouvernement rallume la guerre scolaire: A bas la calotte!», écrit le journal trotskyste Lutte Ouvrière à la mi-décembre 1993. Ben voyons, puisque le gouvernement de droite tend un piège, plongeons dedans aux côtés et au service du PS ! Voilà à quoi LO engage les ouvriers. Cette révision de la loi Falloux qui sera pourtant refusée par le Conseil constitutionnel mitterrandien le 13 janvier 94, sert de prétexte, en préparation à la manifestation du 16, de signe de ralliement «de gauche» aux divers groupes trotskystes contre «ce mauvais coup du gouvernement de droite». Ce réchauffé «A bas la calotte!» nous renvoie pourtant aux beaux jours du radicalisme bourgeois, à l'alliance du PS et des radicaux pour arrimer les ouvriers au char de l'Etat des exploiters ! En invoquant les mânes de la séparation de l'Eglise et de l'Etat du début du siècle la gauche de la bourgeoisie veut se refaire une santé. Or la bourgeoisie n'a toléré l'instruction laïque que pour mieux moraliser et enchaîner idéologiquement les ouvriers qui échappaient de plus en plus à l'emprise de l'opium de la religion. L'éducation nationale une entreprise égalitaire d'éducation ? A qui veut-on faire croire cela de nos jours ? Aux ouvriers dont la plupart des enfants sont en échec scolaire ou chômeurs même diplômés ?

L'école aujourd'hui reproduit plus que jamais les inégalités de classe. L'enseignant, instituteur ou professeur, n'est plus un potentat de l'Etat laïque mais un prolétaire aux côtés de celui de l'usine. A ces nombreux prolétaires fonctionnaires, frappés eux aussi par l'austérité balladurienne, on agit les grelots de l'anticléricalisme comme au reste de la population ouvrière : «la modification de la loi Falloux constitue un détournement de l'argent de la collectivité, au profit des idées cléricales...» (LO du 7/1/94). En cela les trotskystes se font complices et d'un PCF et d'un PS encore en piteux état. La bourgeoisie a tout intérêt à ce que la classe ouvrière abandonne son terrain de classe (la lutte revendicative) pour s'en remettre encore à cette vague idéologie de gauche «laïque» qui n'est que le masque des concurrents de la droite bourgeoise récemment défaits. Le PS veut se rempaler. Il peut compter sur les jésuites de la «vraie gauche», les trotskystes de LO qui mélangent le combat revendicatif des enseignants et la manoeuvre idéologique du PS : «les enseignants se battent pour que les enfants des travailleurs, même les plus pauvres, puissent avoir accès à une instruction valable, la même pour tout le monde. Car c'est l'instruction qui donne la liberté» (Laguiller, 24 déc 93). Cet «anticléricalisme» et cette défense hystérique de «l'école publique» servent à prolonger un peu plus les illusions sur cette société pourrissante où l'«instruction» publique ou privée accroît les inégalités et la misère.

Damien

28e Congrès du parti stalinien LA BOURGEOISIE NE PEUT SE PASSER DU PCF

A l'occasion du 28e congrès du PCF, tous les médias ont commenté à qui mieux mieux la crise et l'affaiblissement de ce parti. Celui-ci, qui constituait électoralement le premier parti de France dans l'immédiate après-guerre, recueille aujourd'hui moins de 10 % des suffrages et surtout, depuis 25 ans, son influence spécifique sur la classe ouvrière ne cesse de décroître. Si l'effondrement de son modèle stalinien russe lui a porté un très rude coup, quatre années de pratiques antiouvrières au gouvernement, aux côtés du PS ont également largement contribué à discréditer cette fraction de la bourgeoisie aux yeux des prolétaires.

Bien qu'affaibli, le PCF bénéficie à l'heure actuelle d'un nouveau vedettariat. Les médias cherchent à polariser l'attention autour d'une seule question présentée comme primordiale et dont on nous rebat les oreilles : qui va succéder à Marchais ? Pourquoi un tel intérêt ? De même que le secrétaire général sortant constituait le symbole même du déclin du PCF qu'il accompagnait depuis 22 ans, l'ensemble de la bourgeoisie cherche à faire accrédi-ter l'idée que ce changement à la tête de l'appareil stalinien représenterait le signe d'une mutation. Elle guette le moindre signe de «rénovation» comme la publicité faite aussi dans ce congrès à l'abandon formel du «centralisme démocratique» (après l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat en 1976, aux «beaux jours» de l'union de la gauche). En fait, il ne s'agit que d'un ravalement de

façade pour recrédibiliser le PC auprès des ouvriers. C'est depuis plusieurs années que la bourgeoisie (y compris les groupes gauchistes) soutient à bout de bras le PCF pour ne pas le laisser crever. Cette sollicitude qui ne s'est jamais démentie tient au fait que toute la bourgeoisie a plus que jamais besoin du PC et de sa courroie de transmission dans le sabotage des luttes, la CGT. La bourgeoisie française ne peut se passer de cette arme qu'est le parti stalinien dans son arsenal antiouvrier. Que ce soit pour maintenir les ouvriers sur le terrain électoral en leur faisant croire qu'il y a quelque chose à gagner à déposer son bulletin dans l'urne, ou que ce soit plus généralement en encadrant les ouvriers sur leurs lieux de travail, la bourgeoisie a besoin de ces organismes qui relaient sa propagande «au nom des ouvriers». Aussi, justement parce qu'il est affaibli, l'ensemble de la bourgeoisie, de ses partis, de ses médias, de ses experts en tout genre, se penche sur le sort du parti stalinien pour s'efforcer de ne pas trop dégarnir le front social. Depuis l'attention particulière dont il fait l'objet dans les médias, jusqu'aux efforts des différentes chapelles gauchistes, c'est tout un plan de sauvetage du PC que la bourgeoisie met en oeuvre.

Aussi, les prolétaires ne doivent surtout pas se laisser piéger par cette entreprise. Ce sera toujours le même ennemi juré de la classe ouvrière dont celle-ci devra se détourner comme de la peste.

PB

La classe ouvrière doit développer ses luttes

(suite de la page 1)

paix sociale et demande aux exploités de serrer les rangs derrière la défense du capital national pour exiger d'eux de nouveaux sacrifices. Ainsi, dans ses «vœux aux Français et à la nation» du 31 décembre, Mitterrand a appelé de ses vœux la conclusion d'un «nouveau contrat social». A cela, les prolétaires doivent répondre clairement : il n'est pas question du moindre consensus avec nos exploiters. La crise mondiale du capitalisme est le révélateur de la faillite définitive de ce système et, contrairement à ce qu'elle cherche encore aujourd'hui à nous faire miroiter, la bourgeoisie n'a aucun moyen de sortir du tunnel (voir article page 1). Au contraire, les nouvelles attaques antiouvrières que celle-ci a déjà commencé à porter dès le début d'année (voir article p.2) et qui sont les mêmes qu'elle applique massivement dans tous les pays développés, doivent renforcer la détermination des ouvriers à résister et à développer leurs combats de classe. C'est pourquoi la combativité du prolétariat mondial annoncé par la lutte massive des ouvriers en Italie à l'automne 92 contre le plan d'austérité du gouvernement Amato, s'est d'ailleurs confirmé en 1993 dans les principaux pays d'Europe occidentale. Depuis septembre dernier, c'est quasiment simultanément que les ouvriers ont massivement retrouvé le chemin de la lutte en Allemagne, en Italie, en Belgique mais la colère ouvrière s'est aussi exprimée en France, en Espagne, en Grande-Bretagne (voir RI n° 227, 228, 229, 230 et la Revue Internationale n°76). Encore récemment, la grève générale en Espagne mise en oeuvre

par les syndicats le 27 janvier pour déjouer la combativité ouvrière, ou la grève dans le textile au Portugal en apportent de nouveaux témoignages. Mais dans chaque Etat, les médias ont tout fait pour cacher les éléments qui touchaient les luttes ouvrières, sauf lorsqu'il s'agissait de manoeuvres de la bourgeoisie qui servaient sa propagande, comme la publicité faite autour de la grève à Air France. Et lorsque certains journaux ont mentionné très brièvement grèves et manifestations, dans la presse «populaire» et à la télévision, c'était le black-out. Par exemple, pratiquement rien n'a filtré des grèves et manifestations en Allemagne dans les médias des autres pays.

Pourquoi cette conspiration du silence ? Parce que la seule force sociale que redoute la bourgeoisie, c'est la classe ouvrière. Cette force, le prolétariat doit l'affirmer en développant massivement ses luttes pour la défense de ses conditions de vie. C'est seulement en renforçant son unité et sa solidarité dans la lutte, qu'il pourra mettre en avant sa propre perspective de renversement du capitalisme. Cette perspective est plus que jamais nécessaire et possible, elle est la seule capable de libérer l'humanité des crises, des guerres, des famines, de l'exploitation. Jamais l'enjeu n'a été aussi considérable. Malgré l'ampleur, la difficulté de cette tâche et tous les obstacles que la bourgeoisie et ses syndicats ne manqueront pas de dresser sur sa route, la classe ouvrière n'a pas d'autre choix que de développer ses combats dans tous les pays. Elle en a les moyens, elle en a la force.

CB

Campagne sur la défense de l'école laïque

UNE MANOEUVRE CONTRE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

Nous venons d'assister en ce début d'année à une campagne de la bourgeoisie visant à détourner la classe ouvrière de son terrain de classe revendicatif pour l'entraîner sur celui de la défense de l'école de la République, terrain pourri par excellence, parce qu'il regroupe les ouvriers derrière les fractions de la bourgeoisie.

Les signes de la volonté d'entrer en lutte au sein de la classe ouvrière se sont multipliés ces derniers temps : depuis les luttes à la SNCF, la grève massive aux Télécom du mois d'octobre de l'année dernière, les mobilisations à EDF-GDF, en passant par le conflit médiatisé d'Air France ou le long conflit des ouvriers des usines CHAUSSON contre les licenciements, jusqu'aux journées de grèves et de manifestations dans le

secteur public. Tout cela vient confirmer la reprise de la lutte et le fait que l'énorme potentiel de combativité qui était déjà si fortement présent l'année dernière (et que les manoeuvres des syndicats avaient dévié), est bien resté intacte.

Pour autant, ce potentiel ne pourra réellement déboucher et s'orienter vers une entrée en lutte massive et unie des ouvriers que si les leçons les plus cruciales des luttes passées sont tirées. En particulier celles relatives aux pièges déployés par la bourgeoisie et ses syndicats.

Cela est d'autant plus important que l'on vient d'assister autour de la campagne sur la défense de l'école publique, dont l'aboutissement a été la grande messe laïque du 16 janvier qui a réuni plus de 600 000 personnes,

(une des manifestations les plus importantes depuis 1968), à une manoeuvre de grande ampleur.

Ainsi un écran de fumée était déployé alors qu'au même moment tombait une succession d'augmentations de tarifs qui frappent l'ensemble de la classe ouvrière et que le nombre de chômeurs ne fait qu'augmenter. Ces deux dernières années leur nombre a progressé de 600 000 unités.

Depuis le mois de décembre 93 on a assisté à tout un partage du travail, toute une complicité, entre le gouvernement Balladur, la gauche et les syndicats du secteur de l'éducation, consistant à prendre les devants face à la colère réelle et profonde qui règne dans ce secteur de la classe ouvrière pour mieux l'étouffer et l'entraîner dans une impasse.

L'absence de revendications

concrètes (augmentation de salaire ou de postes) et le développement de tout un battage idéologique sur la défense de l'école laïque sont la preuve que cette "mobilisation" n'était en rien une mobilisation de la classe ouvrière. La manoeuvre a été minutieusement préparée. C'est à la mi-décembre, à quelques jours des vacances scolaires, que le ministre de l'Education Nationale, Bayrou, faisait adopter à la sauvette une loi autorisant les collectivités territoriales à financer les écoles privées, plus connue sous le nom d'abrogation de la loi Falloux.

La réponse à cette "provocation" ne se fit pas attendre : la gauche et les syndicats enseignants appellèrent du jour au lendemain à la grève, suivie à 75 % et à des manifestations importantes, dont 40 000 manifestants à Paris. Les syndicats remis ainsi en selle, tout particulièrement la FSU proche du PCF, faisaient la démonstration de leur capacité à embrigader de façon massive un secteur du prolétariat. En fait "un sacré cadeau de Noël offert par le Premier ministre à un camp du progrès depuis des mois sous l'éteignoir" (Libération 17 décembre 1993.)

Mobilisation générale de la bourgeoisie

La mobilisation est décrétée par le "camp laïque" pour obtenir le retrait de l'abrogation de la loi Falloux. Une manifestation nationale est annoncée pour le dimanche 16 janvier. La FEN et la FSU (scission de la première) frères ennemis du syndicalisme enseignant se rabibochent, la CGT, la CFDT, et FO, les étudiants, les parents d'élèves jusqu'aux loges francs-maçonniques, tout ce beau monde est sur le pont pour embrigader la classe ouvrière derrière le drapeau de "la défense de la laïcité et de la Nation".

Le PS dépose un recours devant le Conseil constitutionnel et le PCF de son côté en appelle à Mitterrand pour qu'il use, comme le lui permet l'article 10 de la constitution, de son droit à ouvrir une nouvelle délibération au sujet de la loi.

Dès ce moment la manoeuvre va pouvoir se déployer, alimentée par les déclarations et les prises de positions de toutes les fractions de la bourgeoisie. Le gouvernement, le 4 janvier, promet 2,5 milliards de francs sur cinq ans pour l'école publique, somme dérisoire, ce qui relance la mobilisation des énergies laïques. En réponse au geste de la droite, la CGT déclare "que l'action paie" et la CFDT note de son côté que le gouvernement "craint la mobilisation".

Un battage assourdissant

Mitterrand enfonce à nouveau le clou au cours de la présentation de ses vœux à la presse (cela ne pouvait pas mieux tomber) "c'est la liberté de l'enseignement qui sera menacée" annonce-t-il, si on permet aux

collectivités territoriales de financer les écoles privées;

Durant ce début d'année nous avons donc assisté à une campagne idéologique menée tambour battant où pas un jour on n'a pu échapper à la question qui mobilise la bourgeoisie : "Pour ou contre la manifestation du 16 janvier". Les ouvriers sont sommés de se déterminer. Ainsi ce qui "doit" devenir la préoccupation du moment ce ne sont plus les attaques contre les conditions de vie de la classe ouvrière et la riposte à apporter aux licenciements, non, c'est "la défense de la République menacée dans ses fondements". Sondages amplement commentés dans la presse populaire, à l'exemple du Parisien du 10 janvier, encarts pleine page dans Le Monde et Libération pour entretenir les ardeurs des hussards de la République, confidences des Renseignements généraux sur l'ampleur sans précédent de la mobilisation, "Probablement la plus forte mobilisation de ces dernières années" etc.

Le "recul" du gouvernement

Dernier acte, le 13 janvier les sages du Conseil constitutionnel rejettent les propositions de la droite et celle-ci annonce aussitôt qu'elle renonce à son projet de financer les écoles privées., ce qui permet au Parti socialiste qui avait déposé un recours devant le dit Conseil, de crier victoire par la bouche de Rocard et de faire apparaître le PS comme le grand gagnant de cette bataille. Nous voilà avec une gauche régénérée par le bol d'oxygène que le gouvernement vient de lui offrir. La manoeuvre a parfaitement fonctionné, la droite offrant une occasion à la gauche de se refaire une santé. Mais c'est surtout les syndicats qui ressortent requinqués par cette manoeuvre, tout comme ils l'avaient été par le conflit d'Air France. Déjà les négociations ont commencé et à n'en pas douter la droite "lâchera" quelques postes supplémentaires d'enseignants montrant par la même que rien ne peut s'obtenir sans les syndicats et la négociation. C'est sur le terrain des luttes que nous allons être confrontés en permanence à ces ennemis de la classe ouvrière.

Déjà, aux Télécom et à l'EDF, ces professionnels du corporatisme et du dévoiement sont de nouveau à l'oeuvre. Aux Télécom se multiplient les assemblées générales pour s'opposer à une nouvelle grille de classification, enfermant ainsi les ouvriers dans un corporatisme crasse, quant à l'EDF, c'est derrière la défense du monopole de production que la CGT et FO ont entraîné 25% du personnel dans la grève le 21 janvier. Plus que jamais la classe ouvrière, face aux attaques qui vont se poursuivre va devoir se rappeler l'expérience des luttes passées, refaire l'apprentissage de la prise en main de son combat dans des assemblées générales et de l'extension de la lutte au-delà des barrières catégorielles.

Yannis

D'Air France à Chausson

LA "VICTOIRE" SYNDICALE, C'EST LA DEFAITE OUVRIERE

L'année dernière, deux conflits sociaux, comme dit la bourgeoisie, avaient défrayé les chroniques des médias : la grève à Air France et la lutte aux usines Chausson, qui dure encore au moment où nous écrivons. Au sujet de la première, la presse aux ordres, gauchiste en tête, nous avait présenté le retrait du plan Attali comme une victoire pour la classe ouvrière, le gel de 661 licenciements chez Chausson comme un recul important du gouvernement.

Malheureusement pour les ouvriers qui se sont fait piéger par ces fables, les faits sont radicalement différents.

Air France : les syndicats dévoilent leur jeu

Au lendemain du retrait, les gauchistes, Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire en tête, annonçaient : « c'est une grande victoire pour les personnels », Socialisme International (groupe lié au SWP anglais) écrivait dans son numéro de décembre/janvier : « un mouvement qui ne s'étend pas, peut quand même gagner ». Mais la réalité est tout autre pour les ouvriers. A peine quelques semaines après la fin de la grève, le nouveau président de la compagnie aérienne, Blanc, vient d'annoncer 2100 licenciements pour 1994 et de faire parvenir aux 35 000 salariés du groupe un questionnaire leur demandant s'ils accepteraient une baisse de salaires. Ce questionnaire très orienté n'y va pas par quatre chemins : « allongement de la durée du travail », « réduction, sur la base du volontariat, des salaires au dessus d'un certain seuil » etc. En fait le but avoué est de gagner 10% de productivité par an pendant trois ans et de réduire d'autant les frais de personnel.

A cette attaque en règle des conditions ouvrières, que répondent les syndicats, eux que les médias nous avaient montrés si vindicatifs, osant enfreindre la légalité en occupant les pistes ? Et bien, ils ont réservé un accueil bienveillant aux propositions de la direction. FO, hier à la pointe du combat, apprécie « le changement dans l'approche des problèmes et dans la formulation des intentions » ; la CFDT porte le même avis favorable. Quant à la CGT, elle se montre prudente mais aucun syndicat n'a encore appelé au boycott de la discussion.

Voilà la grande victoire, tant déclamée par toute la bourgeoisie et ses syndicats. Une défaite en vérité pour les ouvriers comme nous l'affirmions dès le début

de cette grève pourrie. La seule victoire enregistrée, c'est celle de la bourgeoisie qui a réussi à remettre en selle ses syndicats à l'occasion de ce conflit.



LE MONDE (26-10-1993)

Chausson : les trotskistes sabotent la lutte

Quant au conflit chez Chausson, les ouvriers peuvent assister aux résultats des manoeuvres des syndicats et tout particulièrement aux manoeuvres du groupe gauchiste Lutte Ouvrière. Pendant 14 mois les ouvriers ont été baladés, épuisés dans des actions stériles : occupation d'autoroutes, perturbation à Deauville de l'atterrissage de l'hélicoptère de Calvet, patron de Peugeot, irruption sur les plateaux de télévision, mise à sac du Tribunal de commerce de Nanterre, blocage de la gare du Nord pendant deux heures etc.

Toutes ces « actions radicales » n'ont servi qu'à permettre aux trotskistes de LO de se présenter comme les défenseurs acharnés des ouvriers, comme de prétendus « révolutionnaires ». En réalité, LO, dans sa surenchère radicale, n'a fait que reprendre à son propre compte la même politique de sabotage que celle se son grand frère stalinien, la CGT.

Quant aux trotskistes de la LCR, ils ont eux aussi apporté leur petite pierre à cette vaste entreprise anti-ouvrière. Ainsi, à propos de la lutte aux usines Chausson, le journal « Rouge » évoquait la « victoire » à Air France en écrivant le

11/11/93 « Air France, comme prévu, fait tâche d'huile ».

A l'usine de Gennevilliers, une assemblée générale s'est réunie la deuxième semaine de janvier après que les ouvriers aient reçu leur lettre de licenciement. Le sentiment d'impuissance et d'écoeurement dominait. Voilà, ce qui « a fait tâche d'huile » : à Chausson, comme à Air France, grâce aux syndicats et aux trotskistes, c'est une défaite amère qu'on subit les ouvriers. Et il faut une sacrée dose de culot et de cynisme pour saluer encore cette défaite, comme le fait le journal « Lutte Ouvrière » du 14 janvier : « sans elle (la lutte), les licenciements auraient eu lieu en octobre, et en décembre le tribunal aurait sans doute prononcé la liquidation de l'usine de Creil ». Les prolétaires doivent tirer des enseignements de ces défaites. Tout d'abord, ils ne doivent pas remettre la conduite de la lutte aux syndicats et à leurs appendices gauchistes, et surtout il ne peut y avoir de lutte victorieuse possible sans élargissement de la lutte à d'autres secteurs de la classe ouvrière.

Yannis

LE MENSONGE D'UNE SOLUTION CAPITALISTE A LA CRISE

(Suite de la page 1)

point différente de celle des autres pays développés ? Pas un jour ne passe sans qu'une des grandes entreprises qui occupe le devant de la scène économique mondiale n'annonce une nouvelle charrette de licenciements. Partout dans le monde la situation est la même et les Etats-Unis ne font pas exception. Ainsi, 550 000 emplois ont été supprimés en 1991, 400 000 en 1992 et 600 000 en 1993. De 1987 à 1992, les entreprises de plus de 500 employés ont "dégraissé" leurs effectifs de 2,3 millions de travailleurs. Ce ne sont pas les grandes entreprises qui ont créé des emplois aux Etats-Unis, mais les petites. Qu'est-ce que cela signifie pour la classe ouvrière ? Tout simplement que des millions d'emplois stables et biens rémunérés ont été détruits et que les nouveaux emplois sont précaires, instables et le plus souvent très mal payés.

C'est vers ce "modèle" que lorgnent avec envie les dirigeants européens et japonais, pressés de démanteler ce qu'ils appellent les "rigidités" du marché de l'emploi, c'est-à-dire tout le système de "protection sociale" mis en place depuis des décennies et qui, suivant les pays, est concrétisé par un salaire minimum, l'assurance de ne pas être licencié dans certains secteurs (fonction

publique en Europe, grandes entreprises au Japon), des réglementations précises concernant les licenciements, des systèmes d'allocation chômage, etc. Au-delà donc de l'apparence des chiffres, la diminution du chômage aux Etats-Unis n'est pas en soi une bonne nouvelle. Il correspond à un énorme dégradation des conditions de vie du prolétariat.

Une fuite en avant dans le crédit

Regardons d'un peu plus près cette fameuse "reprise" américaine. Le déficit annuel de la balance commerciale des Etats-Unis qui avait atteint en 1987 le niveau record de 159 milliards de dollars s'était quelque peu résorbé par la suite pour atteindre "seulement" 73,8 milliards en 1991. Mais depuis, il ne cesse de s'approfondir et, pour 1993, il est estimé à 131 milliards de dollars. Quant au déficit budgétaire, il est estimé, pour 1993, entre 260 et 280 milliards de dollars. Bref, Clinton n'innove pas, il continue sur la même lancée que ses prédécesseurs, celle de la fuite en avant dans l'endettement. Les problèmes sont repoussés à demain et leur aggravation réelle est masquée dans le présent. La baisse des taux qui a abouti

à ce qu'aujourd'hui la Banque fédérale prête à un taux de 3 %, c'est-à-dire un taux équivalent à l'inflation officielle (et donc inférieure à l'inflation réelle) n'avait pas d'autre but que de permettre aux entreprises, aux particuliers et à l'Etat d'alléger le poids de la dette et de fournir à une économie défailante un débouché intérieur artificiellement entretenu par le crédit "gratuit". Un exemple : après deux ans de quasi-stagnation, la consommation des ménages a recommencé à croître depuis quelques mois, elle a fait un bond de 4,4 % au troisième trimestre 1993. La raison essentielle en est que les particuliers ont pu renégocier tous leurs prêts hypothécaires à un taux de 6,5 % au lieu de 9,5 %, 10 % ou plus, ce qui augmente d'autant le revenu disponible et leur redonne le goût pour la vie à crédit. Ainsi, les crédits à la consommation ont fait un bond en rythme annuel de 8 % en août, de 9,7 % en septembre, de 12,7 % en octobre. La confiance retrouvée de l'économie américaine c'est avant tout une nouvelle fuite en avant dans le crédit.

Ainsi selon d'autres sources, l'endettement brut de l'Etat représente 130 % du PNB, celui des entreprises et des particuliers 170 %. L'importance de l'endettement global des Etats-Unis -

plus de 12 000 milliards de dollars -, pèse lourdement sur la situation économique mondiale. Cette situation signifie qu'à terme, la dynamique de reprise annoncée peut faire illusion quelque temps et trouver provisoirement une confirmation ailleurs qu'aux Etats-Unis, mais surtout qu'elle est destinée à faire long feu.

La contre-offensive américaine

Les Etats-Unis ont d'autre part annoncé la couleur. Leur président affiche dans son programme la perspective de faire passer de 638 à 1000 milliards de dollars les exportations annuelles américaines. Ce qui signifie en clair que les Etats-Unis comptent redresser leur situation économique en restaurant une balance commerciale bénéficiaire. Ambitieux objectif qui mobilise aujourd'hui l'Amérique et qui ne peut être atteint qu'aux dépens des autres puissances économiques. Premier volet de cette politique, la relance des investissements, Clinton prônant un rôle accru de l'Etat sur ce plan. Les Etats-Unis sont en train de muscler leur économie pour restaurer leur compétitivité et repartir à l'assaut du marché mondial. Mais dans les conditions de concurrence exacerbée qui prédominent actuellement, cette seule politique économique ne saurait suffire. Un deuxième volet y a été adjoint qui consiste à utiliser toutes les ressource

de la puissance américaine pour ouvrir aux exportations "made in USA" les marchés protégés par des barrières protectionnistes. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre aussi les accords de l'ALENA, la récente conférence qui vient de réunir les pays riverains du Pacifique à Seattle, comme les disputes qui ont dominé les négociations des accords du GATT. En réalité, la véritable signification de ces accords est la guerre commerciale à outrance et la dégradation de l'économie mondiale à court terme.

Par delà les illusions que tente aujourd'hui de véhiculer la classe dominante, les nuages annonciateurs de tempête continuent de s'accumuler sur l'économie mondiale. Crise financière, plongée plus profonde dans la récession, retour de l'inflation sont autant de spectres qui se profilent à l'horizon. Autant de menaces qui signifient pour la classe ouvrière une dégradation toujours plus tragique de ses conditions d'existence. Mais elles annoncent aussi une difficulté toujours plus grande pour la classe dominante à crédibiliser son système. La crise détermine le prolétariat à lutter pour la défense de ses conditions de vie, en même temps qu'elle lui ouvre les yeux sur la réalité du mensonge capitaliste. Malgré les souffrances qu'elle lui inflige, la crise reste le principal allié de la classe révolutionnaire.

JJ, 16/12/1993

(extraits de la "Revue Internationale" n°76)

"Révolte" des Indiens du Chiapas au Mexique Une population victime des règlements de comptes entre bourgeois

Le 1^{er} janvier, jour d'entrée en vigueur du Traité de Libre Commerce (1) entre les Etats Unis, le Canada et le Mexique, 2000 guérilleros de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN) inconnue jusqu'alors, investissaient plusieurs villes du Mexique de l'Etat de Chiapas. Après de violents combats avec l'armée, ils se sont retirés dans les montagnes qui bordent la frontière avec le Guatemala. Aujourd'hui, "l'armée zapatiste" négocie avec le gouvernement après un cessez-le-feu.

Tout au long de l'année 93, le Mexique a connu de nombreuses manifestations de paysans, souvent très violentes. Mais l'insurrection du Chiapas où la misère est très grande, présente d'autres caractéristiques. "La capacité logistique et organisationnelle dont on fait preuve les insurgés 'zapatistes' est inédite et impressionnante" (Jorge Castaneda, Libération, 4/1/94). L'attaque et l'occupation de plusieurs villes, dont San Cristobal de Las Casas (80 000 habitants), a nécessité une préparation, une coordination, une discipline, et un armement assez importants. "Les unités de choc seraient équipées de fusils d'assaut AK 47, de lance-roquettes RPG, et de matériel de communication professionnel" (idem). Ce qui nous a été présenté comme une révolte d'Indiens pour la plupart analphabètes et ne parlant pas espagnol, s'est révélé être une offensive organisée et planifiée, militairement et politiquement, par une véritable petite armée... dont le commandement est assuré par des gauchistes,

"des métis et des Blancs qui auraient fusionné plus tard avec des dirigeants chrétiens locaux" (idem).

L'Armée Zapatiste ne se différencie pas des autres guérillas gauchistes du continent dont l'expression la plus sanguinaire reste le Sentier Lumineux au Pérou. Elle ne remet absolument pas en cause l'exploitation et la pauvreté de la grande masse des paysans. Elle se nourrit de la misère et de la révolte de jeunes indiens au désespoir qu'elle a réussi à enrôler dans ses rangs. Le caractère capitaliste de l'EZLN est donné par ses déclarations nationalistes, "soy mexicano" ("je suis mexicain") affirme avec orgueil le "Comandante Marcos", et surtout par son opposition au TLC. Le tract distribué à San Cristobal, dénonce les "groupes qui ont vendu la patrie". Le TLC est "une entrave totale à la souveraineté, une nouvelle menace sur les richesses nationales" (Le Monde, 7/1/94).

Les jeunes paysans enrôlés sont le jouet d'une opposition gauchiste au gouvernement et au TLC, mais aussi d'intérêts impérialistes. Le soulèvement le jour même du début du TLC, les slogans anti-TLC, renforcent le poids et la résistance des fractions de la bourgeoisie mexicaine opposées à l'alliance avec les Etats Unis. Tout particulièrement des fractions traditionnellement liées à l'Eglise catholique. Dans les visées impérialistes européennes, (Allemagne, Espagne, France), le Vatican joue un rôle important (2). Une grande partie de l'Eglise mexicaine soutient ouvertement la gué-

rilla et a réussi à imposer comme négociateur entre la guérilla et le gouvernement, l'évêque de San Cristobal... dont le gouvernement avait demandé au Vatican la mutation.

D'ailleurs la bourgeoisie américaine a bien compris le danger : elle vient d'annoncer des manœuvres militaires avec le Guatemala à la frontière avec le Mexique. Dans le dos de l'Armée Zapatiste.

L'avenir des populations indiennes et paysannes à cheval sur la frontière, est sombre. Après des années de répression et de massacres au Guatemala, elles subissent aujourd'hui au Mexique les bombardements aériens, la répression et les assassinats de l'armée régulière, les pillages et "l'impôt révolutionnaire" des guérillas, quand ce n'est pas l'enrôlement de force. Demain, non seulement leurs conditions de vie vont se détériorer encore plus, mais en outre, elles vont souffrir de la guerre.

Misère, famine, terreur et barbarie, le capital n'a rien d'autre à offrir aux grandes masses de paysans pauvres, avec ou sans terre, qui peuplent la plus grande partie de la planète.

RL (19/1/94)

(1) Le TLC est l'appellation mexicaine courante pour l'Accord de Libre Echange Nord-Américain (ALENA, ou NAFTA en anglais) entre le Canada, les USA et le Mexique.

(2) L'assassinat par la police mexicaine du cardinal Posadas à Guadalajara le 24 mai dernier, alors qu'il allait accueillir l'envoyé du Pape au Mexique, a été l'expression la plus claire du conflit qui oppose le Vatican et le gouvernement mexicain pour le contrôle de l'Eglise dans le pays. Cf. Revolución Mundial 16, publication du C.C.I. au Mexique.

Massacres en Afrique-du-Sud Le vrai visage de la paix capitaliste

"La paix triomphera", disait Nelson Mandela en recevant sa moitié de prix Nobel de la paix à partager avec Frederic De Klerk, en récompense de l'accord signé entre l'ANC et le gouvernement sud-africain et mettant en place une "nouvelle constitution" et des "élections libres" prévues pour avril 1994. Nous étions donc gratifiés d'une "paix" de plus sur la planète, à mettre à l'actif sans doute du fameux "nouvel ordre mondial" qui prétend depuis quelques années restaurer l'ordre et l'harmonie dans le monde. Après la spectaculaire poignée de main israélo-palestinienne supposée mettre fin à des décennies d'affrontements sanglants au Moyen Orient, une autre plaie fameuse, le régime honni de l'Apartheid et son cortège de violences, serait donc en voie de se refermer.

Et bien cette "paix" là aura mis encore moins longtemps que celle signée entre Arafat et Begin pour montrer ce qu'elle valait. L'année 1993 a été l'année la plus violente de toute l'histoire de l'Afrique du Sud, les affrontements interethniques ou entre cliques, les assassinats politiques en tout genre, y ont fait plus de 4000 morts. Cela a lui seul méritait bien un prix Nobel ! Quant à l'année 1994, elle a immédiatement commencé par de nouveaux bains de sang et de nouveaux affrontements violents en particulier entre l'ANC et son organisation noire rivale l'Inkhata, faisant plus de 50 morts rien que dans les trois premiers jours de janvier. Les townships de Katlehong et Tokoza, dans la banlieue Est de Johannesburg, qui sont depuis des mois le théâtre d'une guerre ethnique entre fractions pro-ANC et populations zoulous favorables à l'Inkhata, sont aujourd'hui dévastés et transformés en villes fantômes, désertées par leurs habitants fuyant par milliers les pogroms.

Début janvier toujours, l'ANC "nobélisée" et le parti stalinien blanc auteur d'une proclamation sur "1994, année de la paix en Afrique du Sud", allaient pouvoir goûter de cette fameuse paix. Une délégation des deux partis entamant une tournée à pied dans les quartiers les plus dangereux de la banlieue de Johannesburg était prise pour cible par des tireurs zoulous embusqués et laissait sur le pavé un mort et plusieurs blessés. Du coup le parti du nouveau prix Nobel réclame à tue tête la mise sur pied d'une nouvelle police anti-émeutes plus "efficace" que l'ancienne. C'est d'ailleurs sur la création de cette nouvelle force de répression, qui soit plus directement sous sa propre influence que la police de De Klerk, que l'ANC fait porter ses principales revendications dans la nouvelle constitution. Les bourgeois ne connaissent qu'une manière de "rétablir la paix" : la répression.

La barbarie des violences interethniques en Afrique ne trouveront fin ni avec la nouvelle constitution, ni avec les prochaines "élections libres". Le capitalisme est totalement incapable de mettre fin au racisme, à la barbarie nationaliste, aux pogroms et aux violences pour la bonne raison que ces fléaux sont engendrés par son propre système et que la décomposition de ce dernier ne peut que les attiser toujours plus. Il en est en Afrique du Sud comme dans tout le reste du continent africain et comme dans l'ex-URSS ou en Yougoslavie : tant que survivra le capitalisme, l'humanité s'entre-déchirera toujours plus. Seule la classe ouvrière en développant une perspective révolutionnaire à l'échelle de la planète pourra enfin apporter une réponse à ce fléau.

PE

Sommet de l'OTAN, tournée diplomatique de Clinton

LES ETATS-UNIS REAFFIRMENT LEUR HEGEMONIE IMPERIALISTE

L'OTAN n'a-t-elle pas fait son temps ? Du moins l'OTAN telle qu'elle fonctionnait naguère, avant l'éclatement du bloc russe. Aujourd'hui, un certain nombre d'Etats d'Europe, parmi lesquels l'Allemagne et la France surtout, tendent plus ou moins ouvertement à nourrir cette pensée. Cette forme de contestation de la suprématie des Etats-Unis est d'autant moins niable qu'elle s'ajoute à toutes celles qui s'accumulent depuis trois ans dans tous les domaines de l'influence impérialiste américaine. L'oncle Sam la ressent si bien qu'il a dépêché le président Clinton au sommet de Bruxelles des 11-12 janvier pour qu'il fasse nettement entendre aux Européens que celui qui touche à l'OTAN lèse la majesté des Etats-Unis.

L'OTAN, chasse gardée des Etats-Unis

Pour mieux marquer la détermination de la Maison-Blanche, l'homme de Washington a ainsi entrepris après Bruxelles une spectaculaire tournée diplomatique. Il a d'abord rencontré à Prague les numéros un des pays du groupe qu'on appelle aujourd'hui le Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie). Cela afin de les assurer de l'intervention des Etats-Unis au cas où ils seraient militairement attaqués. Il a surtout rencontré Eltsine

et Kravchouk à Moscou, où il a présidé à la signature par l'Ukrainien d'un accord prévoyant que son pays abandonne tout armement nucléaire. Il a terminé son périple en recevant à la table ronde de Genève le leader syrien el-Assad. De celui-ci, il a obtenu, alors que maintes et successives pressions dans ce sens de Washington avaient échoué depuis deux ans, le consentement à s'inscrire dans une perspective de normalisation des relations entre Damas et Tel-Aviv.

Si l'on veut bien saisir les sous-entendus du plénum de Bruxelles, il n'est pas inutile de rappeler ce qu'est l'OTAN. Cette institution est en première définition la forme organisée d'une alliance militaire (l'Alliance atlantique) passée contre l'URSS au début de la guerre froide entre les autres Etats vainqueurs du conflit mondial de 1939-45 (l'Allemagne de l'Ouest fut admise plus tard à s'y rallier). Aujourd'hui, l'épouvantail de l'ex-URSS a été mis à terre mais le besoin de garder l'OTAN demeure reconnu par l'ensemble des Occidentaux, y compris par ceux qui discutent l'emprise américaine, en raison, disait déjà Bush en 1991, du chaos qui habite tout l'Est européen et des risques liés à la dissémination des formidables armements nucléaires de feu l'empire soviétique. Toutefois l'OTAN fut aussi dès

l'origine l'instrument par lequel les Etats-Unis, grâce à l'énorme supériorité de leurs forces armées, seules en mesure d'inspirer le respect à Moscou, s'assuraient la domination de leurs partenaires. Et c'est bien cela qui gisait au cœur des discussions de Bruxelles.

Un nouvel épisode de la guerre des grands

Dans leurs comptes rendus des travaux du sommet, les commentateurs de la presse bourgeoise ont par-dessus tout marqué que Clinton avait réussi à séduire ses interlocuteurs avec la formule du « partenariat ». On sait qu'est exprimée par là une offre faite à la Pologne et aux autres membres du Visegrad (ainsi qu'à la Russie elle-même en principe) d'accéder à une sorte d'anti-chambre à l'intégration dans l'OTAN. En réalité, la discussion sur ce point n'a pas été très serrée dans la mesure où tout le monde, Etats-Unis et Union européenne, pense prématurée et aventureuse une incorporation pure et simple (même si la plupart des Européens y mettent moins de préalables que la Maison-Blanche) dans l'immédiat.

De fait, le point central de la conférence a tenu non dans le problème de l'élargissement de l'OTAN mais dans la question du statut de l'Europe au sein de l'Alliance atlantique d'après la

guerre froide. On a dit aussi dit que les Etats-Unis avaient fait des concessions en ce domaine dans la mesure où ils auraient reconnu que l'Union européenne (UEO) devait avoir une certaine autonomie dans sa politique de défense et disposer de moyens appropriés. En vérité, Clinton, a parfaitement circonvenu la politique de l'axe franco-allemand, le fer de lance de la revendication autonomiste, en forçant la conférence à stipuler que cette identité défensiste de l'UEO continuerait de s'inscrire dans le cadre de l'OTAN. Qu'aucune initiative ne serait prise par elle en concurrence avec celles, plus globales, du commandement unifié (assuré par les Etats-Unis pratiquement seuls) de l'organisme. C'est là clouer le bec aux Allemands, aux Français et à ce corps d'armée dont ils souhaitent faire l'embryon d'une force militaire européenne unifiée beaucoup plus indépendante voire séparée de l'OTAN.

Mais parce qu'ils savent que tout avantage marqué sur les rivaux est aujourd'hui précaire, les Etats-Unis se méfient de l'UEO. Ce n'est sûrement pas le forcing mené par la France et la Grande-Bretagne d'imposer aux autres confédérés l'adjonction d'un point sur Sarajevo (et la nécessité d'une intervention militaire) qui les fera changer de sentiment. C'est pourquoi

le voyage de Clinton à Moscou, outre la question du désarmement de l'Ukraine, n'avait pas pour seul objet de rassurer la Russie par rapport à la perspective d'intégration des pays du Visegrad dans l'OTAN et de lui confirmer son statut de « partenaire privilégié » des Etats-Unis. Il avait encore pour dessein de signifier à l'UEO que la Maison-Blanche n'hésiterait pas à jouer la carte russe contre les moins dociles des Européens.

Pourtant, la maîtrise de ce jeu ne peut être totale pour l'oncle Sam. En effet, si les Etats-Unis appuient trop ostensiblement la Russie, cela risque de précipiter ces pays de l'ex-glacis soviétique dans les bras des Européens (ceux de l'Allemagne en particulier), et ce n'est pas le but de la manœuvre.

Une morale peut en tout cas être tirée de cet imbroglio. C'est que les joutes diplomatiques ne sont rien d'autre que le cache-sexe de l'arrogance des requins impérialistes. Le sommet de l'OTAN vient une nouvelle fois illustrer que l'effondrement du bloc de l'Est, loin d'ouvrir la voie à l'extinction des tensions de guerre entre les grandes puissances, les exacerbe au contraire dans de nouvelles directions. Il n'y a pas de promesse de paix qui puisse tenir dans l'enfer du capitalisme décadent.

Sonia.

Ex-Yougoslavie

L'hypocrisie sanglante des grandes puissances

Alors que, durant l'automne, un silence discipliné sur la situation dans l'ex-Yougoslavie était de rigueur dans les médias de la bourgeoisie française (voir « RJ » n° 230), on a vu la plus extrême agitation « humanitaire » littéralement exploser au moment de Noël. Un soudain sursaut de pitié et d'amour chrétien de nos bourgeois pour la fête du petit Jésus ? Un brusque réveil des « bonnes » consciences de nos exploités devant tant de souffrances et de malheurs ? Oh que non ! Une nouvelle fois une cynique campagne dont l'enjeu, derrière les larmes de crocodile, n'est toujours et encore que les magouilles et les déchirements impérialistes qui animent la France face à ses pseudo-alliés de l'ONU. Les énormes placards publicitaires qui ont poussé dans toute la France et qui invitaient chacun à verser son obole pour les « 300 000 otages de Sarajevo », utilisant de la manière la plus vile les réels sentiments humanitaires, ont participé, entre autres choses, à préparer le terrain à toute la campagne belliciste qu'on a vu se développer avec le nouvel an, et qui a pris un plein essor pendant le mois de janvier.

Tout ce monde des va-t-en guerre a joué admirablement sa partition, faisant monter la pression crescendo, multipliant les déclarations hypocritement « horribles » devant la reprise des combats et la situation de dénuement qui s'ajoute aux massacres dont sont l'objet les populations de Bosnie.

En tête, les informations télévisées ont une fois de plus rempli leur rôle de décervelage, additionnant et multipliant reportages et interviews chocs destinés à « sensibiliser » l'opinion, c'est-à-dire à préparer les gens à l'éventualité d'une arrivée musclée des « alliés », pour la « cause humanitaire » bien évidemment. L'abbé Pierre lui-même, ce parangon de la compassion, porte-

parole devant l'Eternel et les médias des mille manières d'accepter la misère, faisait aussi sa petite colère et appelait à l'intervention aérienne sans retard. Pour ne pas être en reste, le Vatican, renouant avec son discours guerrier tapageur du moment de l'intervention en Somalie, accusait la « communauté » internationale de « lâcheté », de « crime de non-assistance » dans l'ex-Yougoslavie. « Que la communauté internationale, exhortait-il encore, ait le courage de faire respecter les droits de l'homme, le droit humanitaire (...) et de tout faire pour cela ! »

Deux des meilleurs champions « socialistes » du meurtre de masse organisé, Kouchner et Rocard, qu'on a pu voir à l'œuvre en leur temps, appelaient pour leur part, dans le numéro du 9 janvier du « Journal du Dimanche », à « tirer ou se tirer » et énonçaient que « l'humanitaire n'est ni le masque de la démission, ni le substitut de l'action : il en est le premier pas. Le pas suivant est militaire. Il s'impose aujourd'hui. » Le PCF lui aussi, encore lui, apportait sa pierre complémentaire à cet édifice de manipulation en proposant une « initiative de paix » avec tous ceux désireux de débloquent « cet engrenage de violences et de haine », avec les « progressistes » de tout poil.

Tous ces discours « humanitaires » révélaient clairement que, malgré les dissensions qui existent ici ou là au sein de la droite, l'intervention militaire est aujourd'hui l'objectif de la bourgeoisie française. Les interventions « critiques » du général Cot vis-à-vis du laxisme de l'ONU, qui laisse les Casques bleus impuissants et sans défense face aux humiliations et aux attaques dont ils sont l'objet, ont pris le relais du battage « humanitaire » de la période d'avant et après les fêtes. Elles ont permis à la France de se mettre en avant face aux

insuffisances de l'ONU, cherchant à lui imposer ses vues. C'est ainsi, par exemple, que le général Cot a demandé à maintes reprises une délégation de pouvoir de l'ONU afin de pouvoir lancer des attaques aériennes quand « il les jugerait opportunes. Ce qui lui a été refusé systématiquement par l'ONU, manière pour les Etats-Unis de mettre des bâtons dans les roues de ceux qui, l'an passé (en août), avaient fait tout leur possible pour empêcher les frappes aériennes demandées par les Américains. Et c'est dans le même sens qu'il faut comprendre le refus de la Maison-Blanche de soutenir le plan de paix européen. Soutien demandé par la France, qui s'est fait proprement « jeter ».

En fait, une nouvelle partie de bras de fer s'est engagée entre les « alliés » de l'ONU, dans laquelle la France cherche clairement à s'affirmer comme pôle militaire de premier ordre.

Mais si l'Hexagone, avec la Grande-Bretagne, semble particulièrement en pointe dans cette escalade guerrière, devant les Etats-Unis qui font pour l'heure la fine bouche et tirent en arrière, on voit l'Allemagne qui fait sa petite cuisine dans son coin. Ainsi, le jour même où les 16 pays membres de l'OTAN se réunissaient à Bruxelles, le 11 janvier, elle organisait parallèlement les pourparlers de Bonn entre Tudjman et Izetbegovic. Le message est clair : à présent il faut compter avec nous de façon pleine et entière.

Derrière les discours hypocrites sur la volonté de tous d'en finir avec la « barbarie », l'avenir est plus sombre que jamais dans cette région du monde, où les puissances occidentales s'entre-déchirent à qui mieux mieux, se servant des crapules locales pour défendre leurs intérêts impérialistes.

KW (20/01/94)

Russie

ELTSINE ET JIRINOVSKI, DEUX DEFENSEURS DE L'ETAT BOURGEOIS

Quelques semaines après la tentative de putsch des conservateurs, les élections promises par Eltsine au moment où les comptes se réglaient entre les deux fractions à coups de troupes d'élite et de chars d'assaut ce qui illustre de la manière la plus crue l'extrême faiblesse de la bourgeoisie russe réglant par les armes ce que d'autres règlent par le « jeu démocratique » — n'ont pas permis à la fraction eltsinienne de renforcer son pouvoir via la « caution populaire » qu'elle escomptait. Ces élections du 12 décembre 1993 ont pleinement confirmé, s'il en était encore besoin, la déliquescence de la bourgeoisie russe, ainsi que l'état de délabrement dans lequel est plongée la Russie. Le démagogue leader du Parti Libéral-démocrate, Jirinovski, véritable clown sinistre ultranationaliste, a récolté près de 25% des voix et plus encore dans certains organes comme l'armée. Son programme ? Un mélange de farces démagogues (« Vodka pour tout le monde ! ») et de nationalisme crasse, agressif et jusqu'au boutiste, avec les projets, entre autres, d'exclure de Russie tous les non-Russes, de protéger par la force armée les minorités russes présentes dans les ex-républiques qui formaient l'URSS, premier pas vers la reconquête de « l'Empire de toutes les Russies », et une offensive impérialiste musclée menant à la conquête de la Pologne, de l'ex-RDA et de l'Alaska... Rien de moins ! Au delà de cette collection ridicule d'objectifs tous aussi fous les uns que les autres et de l'aspect bouffon qu'ils confèrent au personnage, Jirinovski n'en est pas moins l'expression d'une réalité dangereuse : les progrès d'une idéologie nationaliste agressive dans la population russe et, malheureusement, dans une partie de la classe ouvrière ; nationalisme qui, on le sait, il suffit d'observer la situation en Yougoslavie ou dans le Caucase, est un véritable poison menant inmanquablement à la guerre et aux

massacres et sert de masse de manœuvre tant aux différentes bourgeoisies locales qu'aux appétits impérialistes des grandes puissances.

Ce succès de Jirinovski, s'il affaiblit encore un peu plus le pouvoir central pourtant déjà en pleine déliquescence, n'en apporte pas moins une aubaine pour la bourgeoisie russe : celle de relancer la mystification démocratique face au « danger fasciste ». Crier au loup, au « danger fasciste », la bourgeoisie occidentale ne s'en est pas privée non plus : les plumitifs aux ordres n'ont pas manqué l'occasion des surenchères et titres à sensation du style : « La peste brune à l'Est », « Un dangereux Le Pen russe gagne les élections », etc. La soi-disant menace de l'extrême droite trouve là un nouveau champ de manœuvre immédiatement utilisé pour relancer la campagne pour la défense de la sacro-sainte démocratie en danger, alors qu'il est clair qu'aujourd'hui, comme nous l'avons souvent développé dans notre presse, le fascisme n'a historiquement pas sa place au pouvoir dans les pays centraux du capitalisme, mais représente le repoussoir idéal pour renvoyer la classe ouvrière dans les bras de la démocratie et de l'antifascisme dont on connaît le rôle : détourner la classe ouvrière de son vrai combat, celui de la défense de ses intérêts propres et de ses conditions de vie, pour l'entraîner sur le terrain bourgeois de la lutte démocratique, la diviser, la maintenir soumise aux fractions nationales du capital et la mener à accepter les conflits guerriers qui se déchainent et ne peuvent que croître dans l'avenir si le prolétariat laisse faire. Et la « menace » que fait peser sur la « paix » la montée en force de Jirinovski vient servir de nouvelle caution pour justifier, par exemple en Allemagne, la poursuite des politiques de surarmement et les menées impérialistes des grandes puissances.

H.P.L.

"Il Partito" et les syndicats : UNE CONCEPTION ERRONEE QUI CONDUIT AU PIRE OPPORTUNISME

Nous publions ci-dessous des extraits d'un article de notre journal en Italie, «Rivoluzione Internazionale», polémique avec le «Partito Comunista Internazionale». Ce groupe qui appartient au courant bordiguiste rejetant la théorie de la décadence du capitalisme, est incapable aujourd'hui encore de reconnaître la nature bourgeoise du syndicalisme au 20ème siècle. Une telle faiblesse programmatique conduit à une théorisation malheureusement bourgeoise de la possibilité de «syndicats révolutionnaires».

Dans les numéros d'avril à juin du journal «Il Partito Comunista», organe du Partito Comunista Internazionale, se trouve une série d'articles sur «les racines du soi-disant syndicalisme de base». «Il Partito» y affirme que, dans la phase actuelle, apparaissent «des organisations économiques de classe encore faibles mais inspirant de la crainte à la bourgeoisie». Il s'agit, selon «Il Partito», du SLA (syndicat ouvrier autogéré), de la CUB (fédération unitaire de la base), du CMU (coordination unie des conducteurs de trains) et des COBAS (comités de base) dans les écoles.

Dans le cadre de cet article nous nous limiterons à l'argument d'«Il Partito» selon lequel il est possible de transformer ces organes en «syndicats de classe».

Une conception renversée de l'évolution des syndicats au 20ème siècle

Pour expliquer le passage des syndicats actuels dans le camp du capital, Il Partito distingue une évolution des syndicats en trois phases : au cours de la première phase, c'est-à-dire lors des premières décennies du mouvement ouvrier, la bourgeoisie «interdisait» et combattait la formation des syndicats. Dans la seconde, qui englobe la phase d'épanouissement du capitalisme, la bourgeoisie s'est montrée «tolérante», et dans la période présente enfin, la bourgeoisie a soumis les syndicats à l'Etat capitaliste.

Malheureusement l'angle de vue sous lequel cette évolution historique est considérée est complètement renversé. Au lieu de partir des conditions à un moment donné pour examiner si une structure donnée - en l'occurrence les syndicats - correspond aux besoins de la lutte des classes dans cette période et d'examiner ensuite si cette structure est encore adaptée dans des conditions qui ont changé, «Il Partito» fait quasiment de tout cela une question de «volonté» et de «choix». Ainsi, la bourgeoisie pourrait, en tant que classe dominante, «choisir» d'entraver les syndicats, de les tolérer, ou de les soumettre. Autrement dit la structure, en tant que telle, ne subirait aucune transformation, tout dépendrait des intentions du capital à un moment donné. Le fait que, dans la période de décadence du capitalisme, celui-ci ne puisse plus accorder de concessions durables et qu'ainsi la base matérielle de l'existence d'organisation combattant pour un programme minimum ou pour imposer des «réformes» n'existe plus, cela est renversé par «Il Partito» : «La bourgeoisie est parvenue à corrompre le prolétariat, elle n'a plus besoin de détruire ses organisations de classe, car celles-ci se sont soumises «de plein gré» avec l'aide de ses dirigeants opportunistes. Les ouvriers privilégiés se sont agenouillés devant les exigences de l'Etat et du capital.» En d'autres termes : dès que la bourgeoisie eut décidé d'intégrer les syndicats à l'appareil d'Etat, les bonzes et «l'aristocratie ouvrière» auraient commencé à trahir.

En partant d'une telle conception, «Il Partito» conclut que l'on pourrait utiliser les syndicats actuels comme

«moyen pour l'unification des masses».

C'est ainsi que «Il Partito» avance par exemple que, lors de la grève des mineurs anglais de 1984, «on ne peut pas nier que le syndicat des mineurs NUM - bien que d'une manière confuse - ait mené une lutte déterminée.» C'est pourquoi «on ne peut pas condamner nombre d'aspects de la voie empruntée par le NUM, quand on tient compte des importants obstacles que le gouvernement a mis sur son chemin» (mai 1993, page 3). De telles affirmations montrent que, des années après cette expérience, les camarades d'Il Partito n'ont tiré aucune leçon conséquente de la défaite des mineurs. Car tout le travail du NUM a consisté à isoler de toutes ses forces les mineurs, à dilapider les énergies ouvrières dans d'absurdes «piquets de grève radicaux», à chercher les affrontements avec la police au lieu des contacts, manifestations et actions de grèves communes avec des ouvriers d'autres secteurs, qui seuls auraient permis d'imposer un rapport de force à la bourgeoisie. C'est ainsi que, grâce aux bons soins du NUM, les mineurs ont été épuisés dans une grève qui dura presque une année et qu'ils subirent, et avec eux toute la classe ouvrière en Grande-Bretagne, une terrible défaite.

L'opportunisme d'Il Partito vis-à-vis du syndicalisme de base

Mais il nous apparaît plus grave encore le fait qu'Il Partito soutienne des «structures de base» comme les COBAS, le SLA, le CUB et autres organes qui se présentent comme des «syndicats de base radicaux», des «alternatives aux syndicats» ou même comme des «adversaires radicaux des syndicats». Il y voit de «possibles noyaux d'un futur syndicat de classe». Il Partito écrit ainsi, à propos des CMU et autres «organismes de base» dans les chemins de fer : «Il est souhaitable que ces initiatives de base se transforment le plus rapidement possible en un syndicat unitaire pouvant ensuite vraisemblablement jouer un rôle d'avant-garde, lequel renforcera le niveau de conscience et la capacité d'organisation du mouvement de base et facilitera la fondation du syndicat de classe» (Ibid. page 4). Or, ces «organes de base», dans la droite ligne des syndicats, se sont constamment préoccupés de diviser les rangs ouvriers. Ils ont constamment répété que les «luttes générales» ne mènent à rien et que ce n'est qu'en s'attaquant aux «problèmes concrets de son propre secteur» qu'on peut obtenir une amélioration concrète et véritables de ses propres conditions. Ils font tout pour séparer les prolétaires en lutte de ceux des autres secteurs, pour les opposer entre eux. Et lorsqu'Il Partito désire que de tels organismes se débarrassent du corporatisme, ce qu'il demande c'est qu'ils jettent par dessus bord leur propre nature, qu'ils se nient eux-mêmes.

C'est là une attitude complètement contradictoire et elle le devient encore plus clairement quand on lit dans le même article, et à de nombreuses autres occasions, qu'Il Partito dénonce fermement et à juste titre le

corporatisme affiché par ces structures de base, leur soumission à la légalité bourgeoise et leur attitude apolitique... Au sujet des CMU, Il Partito avance ainsi que «la reconnaissance de ces structures de base (par l'Etat) a conduit au renforcement des illusions, à la fixation sur sa propre boîte et ses intérêts particuliers» (mars 1993, page 4). Comment est-il possible d'affirmer que ces structures poussent dans une voie qui ne correspond pas à nos intérêts et que, simultanément, ils représentent le germe, le noyau, d'un futur organe qui, aux côtés du parti, permettra la révolution prolétarienne ? Ces organes de base ont déjà depuis des années travaillé à disperser la réaction ouvrière, sous prétexte que «chaque entreprise devrait développer sa propre lutte, sa propre riposte, ses propres revendications, ses propres slogans et ses manifestations particulières». Bref, plus on est dispersé, plus on est replié

sur soi, plus on est fort !

Les quatre-vingts dernières années ont montré que les syndicats, ainsi que tous les organes de bases créés sur la même base d'activité syndicaliste, non seulement n'ont jamais eu un rôle d'impulsion de la lutte, mais l'ont au contraire toujours sabotée.

Les camarades d'Il Partito nous doivent donc une réponse à la question : pourquoi ces organes se transforment-ils systématiquement en entraves, en pièges dressés contre la classe ouvrière ? L'explication selon laquelle il faudrait attribuer cela à la volonté du capitalisme et à la corruption des dirigeants syndicaux se fourvoie complètement. Elle ne perçoit pas le véritable développement historique qui fait que l'intégration des syndicats dans l'Etat bourgeois a eu lieu parce que la lutte syndicale n'a plus aujourd'hui aucun fondement matériel d'existence.

La bourgeoisie et ses représentants posera toutes les sortes de chausse-trappes contre le renforcement de la lutte de classe. Ils nous présenteront des «syndicats contrôlés par la base», des «syndicats de classe», des «syndicats révolutionnaires», pour mieux nous éloigner de la véritable lutte ouvrière autonome et de la perspective révolutionnaire.

Les révolutionnaires doivent avoir une claire analyse et savoir reconnaître précisément les pièges dans lesquels la bourgeoisie cherche à pousser les ouvriers au moyen de la radicalisation des syndicats. S'ils veulent réellement être une avant-garde ouvrière, les camarades d'Il Partito doivent rejeter au plus vite leur position fautive sur les syndicats et le syndicalisme de base. Sinon ils ne seront d'aucune utilité pour notre classe.

D'après «Rivoluzione Internazionale», organe du CCI en Italie.

Lénine, Luxemburg, Liebknecht (suite de la page 8)

la transformation de la société ne peut se faire par la voie pacifique de réformes, mais nécessite la destruction violente, et de fond en comble, de l'Etat capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat contre la classe capitaliste.

La victoire de la Révolution d'Octobre, la construction de l'Internationale communiste, parti de la révolution mondiale, les thèses fondamentales de l'Internationale communiste sont le couronnement de l'oeuvre de Lénine et le point culminant, la position la plus avancée atteinte par le prolétariat dans la période précédente.

Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht magnifiques figures du prolétariat mondial

L'oeuvre de Rosa Luxemburg est encore, aujourd'hui, profondément ignorée, non seulement des larges masses, mais même des militants avertis. L'apport de Rosa dans la théorie marxiste fait d'elle l'élève et la continuateur la plus brillante et la plus profonde de Karl Marx.

Son analyse de l'évolution de l'économie capitaliste donne la seule explication scientifique de la crise ultime et permanente du capitalisme. Il est impossible d'aborder sérieusement l'étude de notre époque de l'impérialisme, de l'inévitabilité de la crise économique et des guerres impérialistes, sans se baser sur l'analyse pénétrante de Rosa. En donnant une solution scientifique aux problèmes de la reproduction élargie et de l'accumulation du capital qui se trouvaient inachevés chez Marx, Rosa a dégagé le socialisme d'une impasse pour le placer dans sa nécessité objective.

Mais Rosa Luxemburg ne fut pas seulement une grande théoricienne et une économiste érudite, elle fut avant tout une combattante révolutionnaire.

Chef de file incontestée de la gauche de la social-démocratie allemande, elle a, de bonne heure, dénoncé l'enlèvement opportuniste de la IIe Internationale. A la tête de la gauche, avec son compagnon d'armes, Karl Liebknecht, elle rompt, durant la guerre de 14-18, avec la social-démocratie de trahison au service de la bourgeoisie et de Guillaume II.

Des années de prison pour son action contre la guerre n'ont pas calmé son ardeur. Sortie de prison, elle organise le Spartakusbund et engage la lutte pour la révolution socialiste en Allemagne. Sur bien des points, l'histoire a

La mort de Lénine coïncide avec le reflux de la révolution et les défaites du prolétariat. Dans cette période de recul, l'absence de Lénine a pesé lourdement sur le mouvement révolutionnaire. L'oeuvre si riche de Lénine n'est pas exempte d'erreurs et de lacunes. C'est aux révolutionnaires aujourd'hui qu'il appartient de corriger et de dépasser les erreurs historiques du prolétariat. Mais Lénine, par son oeuvre et son action, a fait faire un pas de géant et décisif sur le chemin de la révolution, et restera, à ce titre, un guide immortel du prolétariat.

confirmé la justesse des positions de Rosa en opposition avec Lénine, et notamment sur la question nationale et coloniale, où Rosa dénonçait l'erreur de la position de la libération nationale et du «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes» qui, étant d'essence bourgeoise et historiquement réactionnaires, ne peuvent que détourner le prolétariat des petits pays opprimés de son terrain de classe et renforcer de ce fait le capitalisme international.

Les événements dans les pays baltes, la révolution nationale turque, comme toute une série de révolutions «nationales», et la Chine en 1927, devaient expérimentalement donner une confirmation tragique aux avertissements de Rosa.

Les nouveaux partis que le prolétariat doit construire aujourd'hui ne peuvent présenter un pas en avant qu'en reprenant la thèse fondamentale de Rosa sur la question nationale, et en l'approfondissant. Certaines autres critiques, et certains avertissements de Rosa à la révolution russe, concernant la liberté et la violence dans la révolution, doivent servir de matériaux, conjointement avec l'expérience ultérieure de la Russie, à l'établissement du nouveau programme des partis de classe.

Karl Liebknecht est l'autre grande figure de la révolution allemande de 1919. Député au Reichstag, il rompt la discipline du groupe parlementaire et prononce du haut de la tribune du Parlement le réquisitoire contre la guerre impérialiste.

«L'ennemi est dans notre propre pays», proclamera sans cesse Liebknecht, et il appellera les ouvriers et les soldats à la fraternisation et à la révolte. Son souf-

fle ardent galvanisera les énergies révolutionnaires, et la révolution en 1918 le trouvera avec Rosa Luxemburg à la tête des masses prolétaires à l'extrême pointe de la bataille.

En assassinant Karl et Rosa, en momifiant Lénine, la bourgeoisie n'a pu que retarder son propre anéantissement

La social-démocratie allemande, pour sauver le capitalisme de la menace de la révolution, déchaînera la plus sanglante répression contre le prolétariat. Mais le massacre de dizaines de milliers de prolétaires ne lui suffira pas. Tant que Rosa et Liebknecht sont en vie, elle ne se sentira pas rassurée. Aussi c'est eux qu'elle cherche, qu'elle vise et qu'elle finit par atteindre, en les faisant assassiner par sa police, lors d'un transfert de prison. Hitler n'avait rien inventé ; Noske, ministre socialiste et chien sanglant de la bourgeoisie, lui a donné la première leçon, et lui a ouvert la voie tout comme Staline lui a appris la manière de transformer des millions d'ouvriers et paysans en prisonniers politiques, ainsi que le massacre en masse des révolutionnaires.

L'assassinat de Rosa et de Karl devait décapiter la révolution allemande et la révolution mondiale pour des années. L'absence de ces chefs fut un handicap terrible pour le mouvement ouvrier international et l'Internationale communiste.

Mais le capitalisme peut assassiner les dirigeants de la révolution, il peut momentanément fêter sa victoire sur le prolétariat en le jetant dans des guerres impérialistes nouvelles. Il ne peut toutefois résoudre les contradictions de son régime qui le précipitent dans les gouffres de la destruction généralisée.

Lénine, Karl et Rosa sont morts, mais leur enseignement reste vivant. Ils restent le symbole de la lutte à mort contre le capitalisme et la guerre, par la seule voie qui s'offre à l'humanité, par la révolution prolétarienne.

C'est en suivant leur trace, en continuant leur oeuvre, en s'inspirant de leur exemple et de leur enseignement, que le prolétariat international fera triompher la cause pour laquelle ils sont tombés : la cause du PROLETARIAT et du SOCIALISME.

«L'Étincelle»
(janvier-février 1946)

VIE DE L'ORGANISATION

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention.

Pour une souscription minimum de 50F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé) nous enverrons 10 anciens numéros de RI ou 5 de la «Revue Internationale», ou des numéros encore disponibles du «Bulletin d'Etudes et de Discussions».

SOUSCRIPTIONS

D. (Rouen) : 300 ; M. (Nantes) : 30 ; K. (Besançon) : 200 ;
Lille : Réunion publique de décembre 1993 : 110..
Lyon : Réunion publique de septembre 1993 : J. : 213 ; J.L. : 200 ; JP : 300. Réunion publique de novembre 1993 : JP : 300 ; Fé : 44 ; J. : 300 ; Cy : 50.
Paris : Réunion publique du 8/01/1994 : P. : 20 ; GP : 200 ; PR : 100 ; RW : 100 ; BB : 25 ; Mx : 30 ; CM : 50 ; MO : 50 ; S : 50 ; L : 100 ; FP : 20 ; G. : 50.
Toulouse : Réunion publique de décembre 1993 : Ric-Frse : 50 ; AM : 50 ; In : 50 ; Chri : 100 ; BR : 100 ; RA : 100 ; Frs : 50.
Tours : Réunion publique du 18/12/1993 : J. : 20 ; DD : 10 ; Willy : 20 ; Rqt : 20.

TOTAL : 3412 F

Lisez

la Revue Internationale

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des réunions publiques et des permanences dans plusieurs villes.

Dans une période où les forces révolutionnaires sont éparpillées, où la discussion, la réflexion politique font cruellement défaut dans les rangs du prolétariat, ces réunions correspondent au besoin de concentrer et ramasser toutes les préoccupations qui se font jour dans la classe ouvrière. Elles se veulent être un lieu ouvert d'échange de

points de vue, d'orientation et d'élaboration de la réflexion politique et théorique, ainsi qu'un lieu de réappropriation de l'histoire de notre classe. Alors que dans les réunions publiques, les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les permanences, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques...).

SUR LE THEME

Au pouvoir ou dans l'opposition, la gauche est toujours contre la classe ouvrière

CLERMONT-FERRAND

Permanence le deuxième mercredi de chaque mois à 18 heures, à la brasserie de la gare routière, Boulevard Gergovia.

GRENOBLE

Permanence le samedi 26 février à 17h30, Brasserie "Le Savoie", avenue Felix Violet, face à la gare. Vente de la presse au marché St Bruno le samedi 26 février à 10h30.

LILLE

Réunion publique le samedi 19 février à 14h30, à la MNE, 23, rue Gosselet. Vente de la presse les 1^{er} et 3^e dimanches du mois de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON

Permanence le vendredi 11 février à 20h30, brasserie "Paulaner", rue de la Barre, métro Bellecour. Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi de chaque mois de 17h30 à 18h30.

MARSEILLE

Réunion publique le samedi 5 mars à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du M^o Chartreux. Permanence le mardi 15 février de 18h30 à 19h30 au bar-tabac « La Comète », cours Jean-Ballard (M^o Vieux-Port). Vente de la presse le samedi 12 février de 11h à 12h au marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Réunion publique le samedi 19 février à 17h à la salle de la Fraternité, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet). Permanence les vendredis 4 février et 4 mars à 20h30, à la même adresse.

Vente de la presse à la station du tramway, place du commerce, tous les deuxièmes mardis du mois, de 17h15 à 18h.

PARIS

Permanence les samedis 5 et 19 février de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M^o Porte-de-Choisy.

Vente de la presse au marché de St-Denis (M^o St-Denis-Basilique), le 2^e dimanche du mois, à partir de 11h30.

TOULOUSE

Réunion publique le vendredi 25 février à 21h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourquette, route de Seysses, Toulouse. Permanence les vendredis 4 et 18 février et 4 mars, à 18h30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles). Vente de la presse les dimanches 13 et 20 février, de 11h à 12h, au marché aux Puces (place St-Semin).

TOURS

Permanence le samedi 12 février à 17h au café-hôtel « Le Bordeaux », boulevard Heurteloup. Vente de la presse tous les deuxièmes vendredis du mois de 10h30 à 11h30, au marché du Sanitas, place St-Paul. (2^eme vendredi du mois)

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869,
London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 50863 Köln, 41 - R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST

(Inde) (publication en langue Hindi)
Ecrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE

(12 numéros du journal) :
FRANCE : 100 F - ETRANGER : 100 F -
PAR AVION : 120 F

ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la Revue internationale) :
FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F -
PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE : 170 F -
ETRANGER : 170 F - PAR AVION :
210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- RI : abonnement à 3 : 240 F, à 5 : 400 F.
- Revue internationale : abonnement à 2 : 145 F, à 3 : 250 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS

par chèque bancaire ou postal à l'ordre de :
R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS
à adresser à :
RI, BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer les raisons du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure, soutien...)

Frais d'envoi : l'augmentation répétée des tarifs postaux nous oblige à revoir à la hausse les frais d'envoi de nos publications. Les deux chiffres indiqués ci-dessous correspondent respectivement à ces frais dans et hors CEE.

BROCHURES

Les syndicats contre la classe ouvrière

(15 F + 8 F/18F pour frais d'envoi)

Nation ou classe

(15 F + 8 F/18F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière

(30 F + 8 F/18F)

Plateforme et Manifeste du C.C.I.

(15 F + 8 F/18F)

Organisation communiste

et conscience de classe

(15 F + 8 F/18F)

La décadence du capitalisme

(15 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition

(20 F + 8 F/18F)

Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88)

(10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie

(80 F + 21 F/33F)

La Gauche hollandaise (120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme

(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (nouvelle édition)

(15 F + 8 F/18F)

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires. C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les

comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS :

« Contact » - rue Leprieux

BORDEAUX :

« Le Roi Lire » - rue S^{te}-Catherine

BREST :

« Maison de la Presse » - 64, rue Jean-Jaurès

CLERMONT-FERRAND :

« Le Papyvire » - 3, rue de l'Ente
Librairie « Jean-Rome » - 1, rue des Gras

« Maison de la Presse » - place de Jaude

DIEPPE :

« Maison de la Presse » - 102, Grande-Rue

DUNKERQUE :

« Maison de la Presse » - 34, rue Poincaré

GRENOBLE :

« Le Sphynx » - 6, rue Brocherie
« L'encre sympathique » - 6, rue Saint-Laurent

LAVAL :

« Point presse » - Centre C^{iel} La-

Mayenne

« Maison de la Presse » - place de La-Trémoille

LE HAVRE :

« Presse des Halles » - 27, place des Halles-Centrales

LILLE :

« Galerie » - 57, rue de Béthune

Café-restaurant « Le Rainbow » -

17, rue du M^o-de-Lattre-de-Tassigny

« Le Comte de Monte-Cristo » -

Centre commercial V2, n° 84,

Villeneuve-d'Ascq

LYON :

« La Gryphe » - 5, rue Sébastien-Gryphe

(7^e)

« La Proue » - 15, rue Childebert (2^e)

MARSEILLE :

« Odeur du Temps » - 35, rue

Pavillon (1^{er})

« Librairie des 2 Mondes » -

52, rue des Trois-Mages (6^e)

« Kiosque de la Presse » - 56, bd de

Strasbourg (face aux Douanes)

MELUN :

« La Porte Ouverte » - 19, rue du G^o-de-Gaulle

MONTAUBAN :

« Maison de la Presse » - rue de la République

MONTPELLIER :

Tabac « Le Rallye » - 20, Bd du Jeu-de-Paume

Librairie « Sauramps-Le Triangle » -

Allée J.-Milhaud

NANTES : « Vent d'Ouest » - 5, pl. du Bon-Pasteur

« Lanoë » - 2, rue de Verdun

« Librairie des Boulevards » - 20, bd des Anglais

NICE :

« Le Temps de Vivre » - 50, bd de la Madeleine

ORLEANS :

« Temps Modernes » - rue N-D-de-la-Délivrance

PARIS : « L'Herbe Rouge » - 1 bis, rue d'Alésia (14^e)

« Parallèles » - 47, rue St-Honoré (1^{er})

« FNAC » - Forum des Halles (1^{er})

« La Boulangerie » - 67, rue de

Bagneux (Montrouge)

SAINT-ETIENNE :

« Librairie de Paris » - rue Michel-Rondet

« Utopia » - rue Pierre-Berard

SAINT-NAZAIRE :

« Le Temps de Vivre » - 71, rue Jean-Jaurès

TOULON :

« Hall de Presse » - bd M^o-Leclerc

TOULOUSE :

« Toulouse Presse » - 60, rue Bayard

« FNAC » - 81, bd Carnot

« Les Arcades » - place du Capitole

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G.-Tautin - 9, cité

Beauharnais 75011

Directeur de la publication : D. Van

Celst

Numéro de Commission paritaire :

54267

LENINE, LUXEMBURG, LIEBKNECHT

Le prolétariat doit se réapproprier ses expériences révolutionnaires

«Du vivant des grands révolutionnaires, les classes d'opresseurs les récompensent par d'incessantes persécutions ; elles accueillent leur doctrine par la fureur la plus sauvage, par la haine la plus farouche, par les campagnes les plus forcenées de mensonges et de calomnies. Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur nom d'une certaine auréole afin de « consoler » les classes opprimées et de les mystifier ; ce faisant, on vide leur doctrine révolutionnaire de son contenu, on l'avilit et on en émousse le tranchant révolutionnaire.» (Lénine, «L'Etat et la Révolution»). A un moment où la question de l'enterrement de la momie de Lénine, exposée dans le mausolée de la Place rouge de Moscou, fait l'objet d'un débat au sein des dirigeants russes à l'occasion des 70 ans de la mort du grand révolutionnaire, ses lignes écrites en 1917, l'année même de la révolu-

tion, prennent une signification particulière. La réalité, depuis, s'est chargée d'illustrer au centuple la mise en garde de Lénine. Son corps embaumé et l'utilisation frauduleuse de son nom ont été bien plus qu'un moyen de «consoler les classes opprimées», d'émousser «le tranchant révolutionnaire» de sa pensée, ils ont constitué un des instruments de premier plan de la plus profonde contre-révolution de l'histoire, celle qui a suivi la vague révolutionnaire du premier après guerre, une contre-révolution dont les partis stalinien, qui se disaient «communistes», ont été le fer de lance. Et c'est un parti stalinien, qui a abandonné récemment le nom de communiste, qui a organisé à Berlin une manifestation de 70 000 personnes pour commémorer les trois quarts de siècle de l'assassinat, le 15 janvier 1919, de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, les principales figures de la révolution de 1918-19 en

Allemagne. Il s'était associé, pour la circonstance, aux «Juso», l'organisation de jeunes du parti, le SPD, qui avait commandité cet assassinat. Il n'y a pas de limites à l'hypocrisie, au cynisme, à l'ignominie de la bourgeoisie et de tous les partis qui défendent l'exploitation capitaliste qu'il soient «de droite» ou «de gauche» («socialistes», «communistes», trotskystes, etc.). En 1989, au moment de l'effondrement des régimes stalinien d'Europe de l'Est, les partis de droite et même «socialistes» ont célébré la «mort du communisme» et la «victoire définitive» du capitalisme libéral et démocratique : il s'agissait de démoraliser la classe ouvrière, de la détourner de toute aspiration vers une autre société, de paralyser sa combativité. Aujourd'hui, alors que le «grand vainqueur» du prétendu «communisme» révèle toujours plus l'ampleur de sa faillite économique, que le prolétariat retrouve un peu partout le che-

min de sa combativité de classe, les partis de gauche, «socialistes», «communistes» et gauchistes, s'apprenent une nouvelle fois à utiliser les noms des «trois L», Lénine, Liebknecht, Luxemburg pour détourner les prolétaires du combat auquel ces grandes figures du mouvement ouvrier ont consacré et donné leur vie. C'est pour cela que le texte que nous publions à la suite garde toute son actualité. Il a été publié pour la première fois en 1946 dans «l'Étincelle», journal de la Gauche Communiste de France, c'est-à-dire l'organisation à laquelle le CCI se rattache politiquement. A l'époque, la vérité sur les «trois L» était un moyen de résister à la terrible contre-révolution qui pesait sur le prolétariat. Aujourd'hui c'est un instrument du combat de cette classe pour déjouer les pièges que la bourgeoisie ne se privera pas de semer sur le chemin de sa perspective révolutionnaire.

Evoquer ces trois figures, leur vie, leur oeuvre, leur lutte, c'est évoquer l'histoire et l'expérience de la lutte internationale du prolétariat durant le premier quart du XXe siècle. Jamais vies d'hom-

mes furent moins privées, moins personnelles, plus entièrement liées à la cause de l'émancipation révolutionnaire de la classe des opprimés, que les vies de ces trois figures des plus nobles du mouvement ouvrier.

oeuvre et dans leur vie, leur expérience, les éléments pour la continuité de la lutte et l'enrichissement du programme de la révolution

socialiste. Cette tâche est à la base de l'existence et de l'activité des fractions de la Gauche communiste internationale.

Contre les falsifications du stalinisme : les véritables enseignements de Lénine

Le prolétariat n'a pas besoin d'idoles, l'oeuvre des grands révolutionnaires est un encouragement à son combat

Plus que toute autre classe dans l'histoire, le prolétariat est riche en belles figures révolutionnaires, en militants dévoués, en luttteurs infatigables, en martyrs, en penseurs et hommes d'action. Cela est dû au fait que, contrairement aux autres classes révolutionnaires dans l'histoire, qui ne luttent contre les classes réactionnaires que pour substituer leur propre domination et l'asservissement de la société à leurs propres intérêts égoïstes de classe privilégiée, le prolétariat, lui, n'a pas de privilèges à conquérir. Son émancipation est l'émancipation de tous les opprimés et de toutes les oppressions, sa mission est celle de la libération de l'humanité entière, de toutes les inégalités et injustices sociales, de toute exploitation de l'homme par l'homme, de toutes les servitudes : économique, politique et sociale.

C'est en détruisant révolutionnairement la société capitaliste et son Etat, en construisant la société socialiste sans classes, que le prolétariat, remplissant sa mission historique, ouvrira une nouvelle ère de l'histoire humaine, l'ère de la véritable liberté et de l'épanouissement de toutes les facultés de l'homme. Aussi, dans la période de déclin du capitalisme, seul le prolétariat et sa lutte émancipatrice offrent un terrain historique où s'exprime tout ce qu'il y a de progressif dans la pensée, dans les aspirations, dans l'idéal et dans tous les domaines de l'activité humaine. C'est dans cette lutte libératrice du prolétariat que l'histoire a placé la source vivifiante des plus hautes qualités morales humaines : désintéressement, abnégation, dévouement absolu à la cause collective, courage. Mais on peut affirmer, sans crainte de tomber dans l'idolâtrie, qu'à ce jour, hormis peut-être les fondateurs du socialisme scientifique, le prolétariat n'a pas trouvé de

meilleurs représentants, de guides plus grands, de figures plus nobles, pour symboliser son idéal et sa lutte, que ceux de Lénine, Luxemburg et Liebknecht.

Le prolétariat n'a ni dieux, ni idoles. L'idolâtrie est le propre d'un état arriéré et primitif des hommes. C'est aussi une arme pour la conservation des classes réactionnaires, pour l'abrutissement des masses. Rien n'est plus funeste à la lutte révolutionnaire du prolétariat que la tendance qu'on essaie de lui imprimer au fétichisme et à l'idolâtrie.

Le prolétariat, pour vaincre, a besoin d'une conscience toujours plus grande, plus aiguë, de la réalité et de son devenir. Ce n'est pas dans une mystique, aussi noble que soit la cause, qu'il peut puiser la force de marcher en avant et accomplir sa mission révolutionnaire, mais uniquement dans une conscience critique extraite de l'étude scientifique et de l'expérience vivante de ses luttes passées. La commémoration de la mort de Lénine, Luxemburg et Liebknecht, ne peut jamais être pour les révolutionnaires un acte religieux.

Le prolétariat, pour poursuivre sa lutte, a sans cesse besoin d'étudier son propre passé, afin d'assimiler l'expérience, de prendre conscience d'elle, de s'appuyer sur l'acquis historique et aussi pour dépasser les erreurs inévitables, corriger par la critique les fautes commises, renforcer ses positions politiques par la prise de conscience des insuffisances et lacunes en complétant son programme, et enfin pour résoudre les problèmes dont la solution est restée inachevée hier.

Pour les marxistes révolutionnaires qui répugnent à l'idolâtrie et au dogmatisme religieux, commémorer les trois L, c'est puiser dans leur

Il n'y a pas d'exemple plus révoltant de déformation, de falsification plus éhontée d'une oeuvre d'un révolutionnaire, que celui que la bourgeoisie a fait de l'oeuvre de Lénine. Après l'avoir pourchassé, calomnié, poursuivi d'une haine implacable durant toute sa vie, la bourgeoisie mondiale, pour mieux duper le prolétariat, a fabriqué un faux Lénine à son usage.

On se sert de son cadavre pour rendre inoffensifs son enseignement et son oeuvre. On se sert de Lénine mort pour tuer le Lénine vivant.

Le stalinisme, meilleur agent du capitalisme mondial, s'est servi du nom de ce chef de la Révolution d'Octobre pour accomplir la contre-révolution capitaliste en Russie. C'est en citant Lénine qu'ils ont massacré tous ses compagnons de lutte. Pour entraîner les ouvriers russes et du monde dans le massacre impérialiste, ils présentent un Lénine, «héros national russe», partisan de la «défense nationale».

L'action de Lénine, qui fut un ennemi acharné de chaque instant du capitalisme russe et mondial et de tous les renégats passés au service du capitalisme, ne peut être retracée dans le cadre d'un article. Son oeuvre trouve sa plus haute expression dans les trois points suivants qui se situent à l'aube, à la maturité et à la fin de sa vie.

C'est d'abord la notion du parti qu'il donne en 1902 dans «Que faire?».

Sans parti politique révolutionnaire, enseigne-t-il, le prolétariat ne peut ni faire la révolution, ni prendre conscience de la nécessité de la révolution. Le parti, c'est le laboratoire où se fait la fermentation idéologique de la classe. «Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire.» Construire, cimenter le Parti de la révolution sera le fond de toute son oeuvre. Octobre 1917 apportera la confirmation historique de

la justesse de ce principe. C'est grâce à l'existence de ce parti révolutionnaire que fut le parti bolchévique de Lénine que le prolétariat russe a pu sortir victorieux en Octobre.

C'est ensuite la position de classe contre la guerre impérialiste en 1914. Non seulement le prolétariat repousse toute défense nationale en régime capitaliste, mais il doit oeuvrer, par ses luttes de classe, à la défaite de sa propre bourgeoisie, pour le défitisme révolutionnaire, oeuvrer par la lutte de classe révolutionnaire, par la fraternisation des soldats des deux côtés des frontières impérialistes à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, pour la révolution socialiste.

Lénine dénoncera tous les faux socialistes qui ont trahi le prolétariat pour se mettre au service de leur bourgeoisie ; il dénoncera violemment les gens qui, tout en se disant du bout des lèvres contre la guerre, hésitent à rompre avec les traîtres et les renégats. Il proclamera la nécessité de la formation d'une nouvelle Internationale et des nouveaux partis, où les traîtres et les opportunistes n'auront pas droit de cité. Enfin, il démontrera que l'époque impérialiste est la dernière période du capitalisme, la période des guerres impérialistes, et que seul le prolétariat, par la révolution, peut y mettre fin. Cette thèse de Lénine a été confirmée par l'éclatement de la révolution en Russie et ensuite en Allemagne, qui ont mis fin à la première guerre mondiale. Elle s'est à nouveau confirmée d'une façon tragique, quand les défaites de la révolution et l'écrasement physique et idéologique du prolétariat ont posé la condition de la reprise de la guerre impérialiste mondiale que fut la guerre de 1939-45. Enfin, Lénine a démontré en 1917, dans la pratique, que

(suite page 6)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatistes qui, sous le nom de «socialistes» ou «communistes», ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y

répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'«indépendance nationale», de «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes», quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiters.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La «démocratie», forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis «ouvriers», «socialistes», «communistes» (les ex-«communistes» aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de «front populaire», «front antifasciste» ou «front unique», mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, «officielles» ou «de base», ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni «autogestion», ni «nationalisation» de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'«organiser la classe ouvrière», ni de «prendre le pouvoir»

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.